



# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1827

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 16 SEPTEMBRE 1911

85ème Année

## Les Méfaits d'un Conseil aulique.

Mon ami le général Cherif a montré, dans un très bel article, comment, par leurs dispositifs incomplets ou tendancieux, les nouveaux décrets portant organisation du haut commandement laissent la porte ouverte aux ingérences les plus abusives du pouvoir civil sur les opérations militaires. Et il a cité, parmi les exemples des catastrophes qu'en d'autres temps cette ingérence avait provoquées, celui de la marche de l'armée de Châlons, poussée vers l'abîme par un gouvernement aux abois, qui pour des raisons fort étrangères à la stratégie prétendait imposer au commandement responsable une manœuvre périlleuse, sinon impraticable. Sans revenir sur ce sujet qui a été traité avec une plume exclusive de toute redondance, je voudrais retracer brièvement les actes successifs d'un conseil pénible, dont les jours que nous venons de traverser ont ramené l'anniversaire, et où de nombreux trouvent une leçon éternelle de ceux qui reviennent la lourde tâche d'organiser les moyens de défense du pays.

L'armée dite de Châlons avait été constituée au moyen des 7<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> corps, les redevants de Froeschwiller, du 12<sup>e</sup> corps, nouvellement formé, et de deux divisions de cavalerie. Dès le 17 août, encore qu'elle fût bien incomplète, on avait agité la question de savoir ce qu'on en ferait, et à la suite d'un conseil de guerre, où le prince Napoléon insista d'une façon toute particulière pour que l'Empereur se rendît à Paris, il avait été décidé qu'elle serait ramenée dans la capitale, pour en assurer la défense, sous les yeux mêmes du souverain remonté sur son trône. Le général Bazaine devenait généralissime et le général de Mac-Mahon était son premier lieutenant.

De telles mesures semblent raisonnables et prudentes. Quand cependant le capitaine de frégate Duperré, envoyé tout exprès, les communiqua au ministre, celui-ci hésita pas à les déclarer détestables, et lança sur-le-champ un télégramme pour supplier qu'elles fussent contremandées. Le général de Palikao ne songeait qu'à une chose : jeter tout ce qu'il avait de forces au secours de Bazaine, dont évidemment les intentions de derrière la tête lui étaient inconnues ; et quant à l'impératrice, elle ne redoutait rien tant que le retour de l'Empereur : " Ses ennemis seuls ont pu lui conseiller pareille décision, disait-elle au général Trochu. Il ne rentrerait pas vivant aux Tuileries ! " La dépêche du gouvernement était si pressante que Napoléon III changea d'avis, et invita, dès le 19, le général de Mac-Mahon à se porter vers Metz.

Mais celui-ci n'était rien moins qu'enchanté de cette volte-face. Il connaissait maintenant les événements dont les plaines lorraines avaient été le théâtre, bien qu'à des dépêches anxieuses. Bazaine n'eût répondu qu'avec une sorte d'indifférence paresseuse, en lui rendant sa liberté. D'autre part, il se voyait à la tête d'une armée à peine constituée, et qui manquait encore de bien des choses. La mettre immédiatement en route lui semblait hasardeux ; découvrir si complètement Paris lui paraissait une faute. Et cependant, avec sa nature loyale, il hésitait à abandonner son camarade et son chef. Sa perplexité était donc grande, quand il apprit que des courriers ennemis s'étaient montrés à quarante kilomètres de lui. A toute éventualité, et pour se soustraire à une attaque possible, il conduisit alors ses troupes à Reims. Mais le temps était mauvais, la route boueuse et défoncée ; on laissa en arrière une énorme quantité de trainards, des convois et des vivres. La désertion exerça des ravages dans les unités de nouvelle formation, et le général put s'apercevoir que la discipline, fortement ébranlée par la démoralisation de la défaite, faisait place à des symptômes fâcheux de faiblesse et de désorganisation.

L'Empereur, de son côté, avait gagné Courcelles, où M. Rouher était venu le rejoindre. A sept

heures du soir, il mandait le général de Metz, et le président du Sénat insistait vivement pour que le mouvement vers l'Est fût repris le lendemain. Ce fut en vain. Mac-Mahon, qui connaissait assez bien la position des forces ennemies, se refusait à courir au désastre. Il annonçait son intention formelle de reculer sur Paris, et ni les instances de M. Rouher, ni celles du ministre, consécutives à cet échec, ne réussissaient à le faire revenir sur sa détermination. Quand arriva une dépêche de Bazaine annonçant qu'il comptait toujours se rabattre, par Montmédy, sur Sainte-Menehould et Châlons. Le commandant de l'armée de Metz, qui écrivait cette phrase au lendemain de Saint-Privat, savait parfaitement qu'il ne se rabattrait ni par Montmédy, ni par ailleurs. Mais Mac-Mahon vit là une impérieuse invite, et ce qu'il avait pu faire ni les prières du souverain, ni les supplications du gouvernement, cette communication mensongère le fit Oublier de prendre définitivement la direction de Metz. Il convint d'ajouter qu'une nouvelle dépêche, datée du 20 août et où Bazaine mettait à sa première notification cette restriction significative qu'il ne quitterait Metz " qu'autant qu'il pourrait le faire sans compromettre l'armée " ne fut point remise au général, on n'a jamais bien su pourquoi. Si l'avis avait été connu, il aurait certainement, comme il l'a dit lui-même, permis de se rendre compte de la portée des effets de nos propres fautes que des coups de la fatalité.

On venait donc d'être franchement la première étape de la catastrophe. Il apparaît nettement que, d'abord, la pression du gouvernement, puis des scrupules honorables, mais basés sur une correspondance incomplète, furent les causes déterminantes de celle-ci. L'armée de Châlons, malgré la valeur incontestable d'une partie de ses éléments, n'avait pas l'homogénéité ni la résistance nécessaires pour supporter la rude épreuve qu'on lui imposait, et les circonstances du moment donnaient absolument raison à la répugnance qu'éprouvait le commandant en chef à tenter une opération aussi dangereuse. La vérité était en effet, que, dès le 24 août, et en dépit des calculs optimistes du ministre de la guerre, des masses ennemies, supérieures en nombre et surexcitées par la victoire, se trouvaient déjà entre nos deux groupes de forces, en sorte que la jonction de ces-ci ne pouvait plus s'opérer que par un miracle seul !

Ceux qui l'espéraient encore étaient bien rares, et certainement le général lui-même ne croyait pas. Il voyait ses troupes engagées dans des marches pénibles, compliquées à la fois par les mauvais temps et de grandes difficultés d'existence, car personne n'avait pu assurer les vivres suivant un plan d'opération ferme, puisque celui-ci n'existait pas. Les manquements à la discipline étaient fréquents, le désordre presque général. Ainsi se poursuivait, avec une lenteur désespérante, ce mouvement entrepris à regret, exécuté à ec mollesse et comme sans conviction, par des corps déjà moralement déprimés que protégeait et renseignait de façon tout à fait insuffisante une cavalerie dont il semblait qu'on eût complètement oublié le rôle et la mission. Si, dans de pareilles conditions, il avait réussi, c'eût été un véritable prodige, et le temps des prodiges est passé.

Cependant, après une première escarmouche qui, faute de renseignements précis, avait failli jeter l'armée tout entière hors de sa route on était arrivé au-delà de l'Argonne, quand on apprit, à n'en pas douter, que l'ennemi s'avancait en forces dans deux directions. Ses courriers étaient même en contact. Cette fois, le général, jugeant qu'il avait fait assez et que continuer à marcher au secours de Bazaine, lequel ne donnait plus signe de vie, serait folie, le général prit une résolution ferme, et ordonna à toute

l'armée de se replier derrière le canal des Ardennes. C'était le salut, car déjà, à ce moment la route directe de Montmédy était interceptée, et la ligne de communication avec Paris fortement menacée. C'était le seul moyen, et il était praticable, d'échapper au désastre, et peut-être de sauver la capitale de l'invasion. En se décidant à la retraite par Mézières, Mac-Mahon prenait donc le parti non seulement prudent, mais obligatoire, et tel que les circonstances n'en laissaient point d'autres à son choix. Il comptait malheureusement sans le gouvernement, qui, par son obstruction impar donnable allait le rejeter dans des aventures dont le dénouement, désormais inévitable, ne pouvait être que la défaite, sinon une complète destruction.

A peine connue à Paris sa détermination, le Ministre avait envoyé à l'Empereur un télégramme qui fournissait de renseignements inexacts, mais où était écrite cette phrase comminatoire : " Si vous abandonnez Bazaine, la révolution est dans Paris ". Et ainsi il plaçait délibérément le général de Mac-Mahon dans la cruelle alternative ou d'aller droit au sacrifice, ou de laisser tomber le trône du souverain qui marchait à son côté. Un nouveau refus de se rendre aux instances du gouvernement devait coûter d'autant plus au commandant en chef qu'il aurait semblé alors agir dans un but égoïste. Bien que son caractère élevé eût dû le mettre fort au-dessus d'une imputation semblable, le duc de Magenta ne crut pas pouvoir l'encourir, il résista aux observations respectueuses mais pressantes de son chef d'état-major, le général Faure, qui le suppliait de maintenir la route de Metz, et de ne pas accepter la mort dans l'honneur, ce qu'il croyait être son devoir de soldat.

On veut que nous allions nous faire casser la tête, dit-il, avec une résignation généreuse. Il faut obéir. " Et il reprit la route du calvaire.

On sait le reste, et la lamentable bataille de Beaumont, et la poussée vers Sedan, et le funèbre dénouement qui constitue l'épisode le plus douloureux de notre histoire nationale. Que des fautes graves aient été commises, c'est indiscutable. Mais qui donc à la guerre n'en commet jamais ? La plus irrémissible de toutes, et aussi la plus impardonnable, avait été commise par le gouvernement, quand il avait pesé d'un si grand poids sur les déterminations du commandement, en lui ôtant toute indépendance morale et toute liberté.

Pour que réussit la périlleuse tentative imaginée par le général de Palikao, il eût fallu deux choses : le secret et la célérité. Or, le secret était impossible à garder, dans l'état de surexcitation des esprits, dont une presse agitée se faisait la trop fidèle interprète. Quant à la célérité, pouvait-on vraiment espérer l'obtenir avec cette armée composée d'éléments disparates, dont la vie matérielle était mal assurée, où les soldats les plus médiocres et les moins faits aux exigences de la vie de campagne coudoient les héros, que débris de Wissembourg et de Froeschwiller, où trois corps sur quatre étaient démoralisés, où enfin ni le chef, ni les officiers, ni les hommes n'avaient foi dans le succès de l'entreprise qu'on leur imposait ? Une marche de flanc comme celle-là, exécutée à deux journées de marche à peine de masses considérables, et longeant sur une partie de son tracé la frontière d'un pays neutre, ne pouvait être tentée qu'avec des troupes absolument sûres, compactes, homogènes, complètement en mains, et rompues à la guerre. L'armée de Châlons, on peut le dire sans faire injure à sa bravoure, ni insulter à ses malheurs, ne réunissait pas à un degré suffisant ces qualités indispensables.

La grande coupable est donc ici la raison d'Etat, qui, sans compter avec ces contingences redoutables, est intervenue par deux fois pour empêcher le général de Mac-Mahon de suivre son impression personnelle, la seule logique, la seule raisonnable, et la seule prudente. Sans doute, celui-ci aurait pu résister à la pression venue de Paris, car, Napoléon l'a dit : " Un général d'armée n'est jamais tenu d'obéir

aux injonctions du ministre quand celui-ci n'est pas présent sur le théâtre des opérations. " Mais, en songeant à la position délicate qui lui était faite, et aux terribles angoisses qui furent imposées à son âme chevaleresque, on comprend ses hésitations, ses incertitudes morales et finalement l'abdication déplorable de sa propre volonté.

Si du moins un tel exemple nous mettait en garde contre le danger qu'il y a à entraver l'action du commandement par des considérations étrangères à la guerre, nous pourrions tirer de nos malheurs un enseignement salutaire. A voir, cependant, la façon dont vient d'être créée, dans le conseil supérieur de la défense nationale, une sorte de conseil aulique, il est à craindre que nous n'ayons rien appris et que nous ayons tout oublié.

Lieutenant-colonel ROUSSET.

## DEPECHEES TELEGRAPHIQUES

### LA QUESTION DU MAROC.

Paris, 15 sept.—Le ministre des affaires étrangères, M. de Solvès, a déclaré, par quatre ou cinq jours le régime de l'Allemagne à la dernière note française.

Cette note a été remise cet après-midi par M. Cambon au baron de Kiderlen-Waechter, lequel aura une conférence à ce sujet demain matin avec le chancelier de Bethman-Hollweg.

Il s'écoulera naturellement deux ou trois jours avant que la réponse de l'Allemagne soit rédigée et l'on se attend pas à ce qu'elle parvienne à Paris avant mardi ou mercredi.

### L'Eruption de l'Etna.

Catane, Sicile, 15 septembre.—D'épais nuage de fumée se dégagent toujours de l'Etna, assombrissant le ciel et rendant l'atmosphère irrespirable.

Or cratère du volcan s'échappe toujours un torrent de lave, ainsi que des nombreuses crevasses qui se sont ouvertes sur ses flancs.

La coulée de lave qui s'avance vers le nord s'est divisée en quatre branches, dont la principale menace Alcantara et n'est plus qu'à trois kilomètres de Francavilla.

Les pertes matérielles causées par l'éruption sont estimées à plus de 100,000,000 de livres.

### Mort du Gén. Boggs.

Winston Salem, C. du N., 15 sept.—Le général William R. Boggs, un des derniers survivants des généraux de l'armée Confédérée, est mort ici aujourd'hui à la résidence de sa fille, Mme W. B. Taylor.

Il était natif d'Augusta, Gé., et âgé de 83 ans.

Le général Boggs était bien portant jeudi soir. Sa mort a été subite.

Gradué de West Point en 1853, il entra au service de la Confédération en 1861 et atteignit le rang de brigadier général. Il fut nommé chef de l'état-major du département transmississippien de l'armée du Sud en 1863, et servit en cette qualité jusqu'à la fin de la guerre. Il épousa en 1855 Mary Sophia, fille du Colonel John Symington, de l'Armée des Etats-Unis.

Depuis 1865 le général Boggs s'occupait d'architecture. Il était aussi ingénieur civil et fut pendant cinq ans professeur de mécanique au Collège Industriel de la Virginie.

## L'attentat contre le premier ministre russe.

### ON ESPERE QUE M. STOLYPINE SE RETABLIRA.

Kief, Russie, 15 septembre.—On a l'espoir que le premier ministre russe, M. Stolypine, survivra aux blessures qui lui ont été infligées la nuit dernière par un assassin, pendant qu'il assistait à une représentation de gala au Théâtre Municipal de Kief. Cette tentative d'assassinat est la troisième perpétrée contre M. Stolypine depuis son arrivée au pouvoir, et quoique grièvement blessé, chaque fois, il s'est toujours rétabli, grâce à sa forte constitution.

L'attentat a eu lieu dans des circonstances particulièrement dramatiques.

De grandes fêtes avaient été données à Kief en l'honneur de la visite du Tzar Nicolas et de la famille impériale, et la journée s'était terminée par une représentation de gala, suivie d'un ballet, au Théâtre Municipal.

Les cartes d'admission avaient été distribuées avec le plus grand soin, et seuls les notables de la ville et leurs familles avaient été invités. Le rideau s'était levé à 9 heures. L'empereur, le tzarévitch et les grandes duchesses, Olga, Tatiana, Marie Anastasie, occupaient la loge impériale.

Le premier ministre Stolypine et ses collègues occupaient le premier rang des fauteuils.

Pendant la représentation, Stolypine, le bras gauche appuyé sur la balustrade qui sépare l'orchestre des fauteuils, et la face tournée vers le couloir central avait entamé une conversation avec le ministre de la guerre, Général Soukhomlinoff et avec le comte Potocky. Soudain un jeune homme en habit de soirée, descendant le couloir central s'approcha du rang des ministres et parut accoster M. Stolypine.

Les personnes dans l'entourage du Premier n'étaient pas encore revenues de la surprise que leur causait cette irruption, que l'assassin sortait un revolver de la poche intérieure de son habit, et braquait l'arme contre M. Stolypine en déchargeant deux coups à bout portant.

Les détonations causèrent un commencement de panique dans la salle et plusieurs dames s'affaissant dans leurs fauteuils perdirent connaissance.

Le Tzar qui avait assisté à toute la scène se leva immédiatement et quittant sa loge s'avancé auprès du blessé.

Désirant calmer l'émotion du public, Sa Majesté donna l'ordre au chef d'orchestre de jouer l'hymne national. Le rideau fut relevé et les artistes, toujours en costume, s'agenouillèrent sur la scène, accompagnant l'orchestre de leurs voix.

Quoique grièvement blessé, M. Stolypine avait conservé toute sa

connaissance et son sang-froid, et de tous les assistants, paraissait le plus calme.

Un des projectiles avait pénétré dans le côté droit de sa poitrine, et de la blessure s'échappait un léger filet de sang qui maculait son uniforme ; l'autre balle avait pénétré dans le poignet droit. Avec un grand courage le premier ministre se tourna vers la loge impériale en faisant le signe de la croix, puis retombant dans son fauteuil, il eut encore la force d'aider le général Soukhomlinoff qui lui retirait son uniforme afin d'examiner ses blessures. Après un rapide pansage sur place le blessé fut transporté dans une infirmerie, où il reçut les soins des meilleurs médecins de Kief.

Profitant de la confusion créée par son acte, l'assassin s'élança vers la porte, mais avant qu'il put y parvenir il fut saisi par plusieurs spectateurs qui se précipitèrent à lui faire subir un mauvais parti, lorsque arrivèrent plusieurs agents qui s'empressèrent de l'entraîner au poste de police le plus voisin.

Interrogé par un commissaire, il déclara se nommer Michel Bogroff, membre d'une importante étude de droit. Son père est lui-même un avocat bien connu à Kief.

Il déclara avoir été déçu de son acte.

Kief, 15 septembre.—Aujourd'hui à midi le bulletin suivant a été publié par les médecins qui soignent M. Stolypine.

" Il y a deux blessures : une au côté droit de la poitrine ; l'autre au poignet de la main droite. Le

premier projectile a pénétré sous le sixième côte et n'est pas ressorti du corps.

La balle est logée sous la douzième côte, près de la colonne vertébrale.

Son extraction sera tentée sitôt que l'état du blessé le permettra.

Pendant les premières heures la déperdition des forces a été considérable et les douleurs terribles, cependant le ministre les a supportées stoïquement.

A partir de 8 heures du matin il y a eu une amélioration marquée. La température du blessé est de 38,6 degrés, les pulsations de 92.

St. Petersbourg, 25 sept.—L'attentat contre M. Stolypine a causé dans toute la Russie une émotion comme le pays n'en avait pas ressentie depuis les sombres journées de la guerre russo-japonaise.

Dans les cercles officiels on est très inquiet de la répercussion que pourrait avoir cet attentat sur les masses populaires dans le Sud de la Russie, où en ce moment l'hostilité contre les Juifs est à l'état aigu. La situation est particulièrement dangereuse en Bessarabie et l'on s'attend d'un jour à l'autre à l'explosion de troubles anti-sémites dans cette province.

Les premières dépêches parvenues ce matin de Kief étaient plutôt encourageantes. Cependant on sait que M. Stolypine est grièvement atteint et on croit que les bulletins publiés par les médecins pour rassurer le public cachent la vérité sur son état.

### Un événement marquant.

St-Louis, 15 septembre.—Le steamer "Quincy", de la ligne de la Nouvelle-Orléans, est parti pour la Nouvelle-Orléans, emportant cinquante cinq passagers et 500 tonnes de fret.

Une démonstration a marqué le départ du bateau, le premier depuis quinze ans qu'il ait entrepris un voyage de St-Louis à la Nouvelle-Orléans.

**D. MERCIER'S SONS**

Les marchandises renommées par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales.

Vêtements confectionnés, Chapellerie et Articles de toilette pour hommes et enfants.

Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à dix heures, et fermé le dimanche.

Cela des rues Dauphine et Bienville à deux blocs de la rue du Canal, San Dimas

**LAZARDS**

715-720 RUE DU CANAL

COMPLET STEIN-Block

Ne vous fiez pas à la modicité des prix, mais à la qualité des marchandises. Venez voir nos Steins Block, nos Chemises, nos Pantalons, nos Vêtements, nos Chaussures, nos Accessoires, nos Articles de toilette, nos Articles de ménage, nos Articles de bureau, nos Articles de voyage, nos Articles de sport, nos Articles de luxe, nos Articles de fantaisie, nos Articles de nouveauté, nos Articles de saison, nos Articles de défilé, nos Articles de collection, nos Articles de prestige, nos Articles de renommée, nos Articles de célébrité, nos Articles de distinction, nos Articles de supériorité, nos Articles de perfection, nos Articles de excellence, nos Articles de grandeur, nos Articles de gloire, nos Articles de honneur, nos Articles de respect, nos Articles de considération, nos Articles de reconnaissance, nos Articles de gratitude, nos Articles de reconnaissance, nos Articles de gratitude, nos Articles de reconnaissance, nos Articles de gratitude.

## JETEZ LES YEUX SUR NOS VITRINES

123 pieds rue N. Remparts—150 pieds rue Iberville.



FRANCIS MAESTRI

Nous venons de terminer l'inventaire de notre stock et nous découvrons qu'il renferme un immense assortiment de meubles de tous genres et des plus beaux. Nous devons donc renouveler notre offre libérale d'un acompte de 25 0/0 sur toutes sortes de meubles modernes et du tout dernier genre, les plus beaux et les plus artistiques qui soient mis en vente dans cette ville. Nous ne faisons cette offre que pour ce mois de SEPTEMBRE. Avant l'expiration de cette occasion d'obtenir ce qu'il y a de mieux à meilleur marché, nous devons faire rapidement de la place pour notre immense stock de marchandises très belles, très admirables, très sortelles, qui sont maintenant en route. Nous appelons votre prompt attention sur notre très intéressante offre.



PAUL MAESTRI

**FRANCIS AND PAUL MAESTRI FURNITURE CO.,**

LE MAGASIN DE MEUBLES LE MEILLEUR MARCHÉ EN VILLE.

Au Coin des Rues Remparts et Iberville Phone Main 345

123 R. N. REMPARTS. 150 GRAND. PASSE SUCCURSALE